

La souveraineté alimentaire, un sujet plus que jamais à l'ordre du jour

Petit bilan du corona virus en France, Italie et Suisse

Un peu secouée comme tout le monde par ce qui vient de nous arriver et n'est pas encore fini, c'est avec plaisir que je reprends le fil des chroniques LocoBio. Du point de vue de la souveraineté alimentaire, le moins que l'on puisse dire est que cette crise sanitaire aura confirmé l'ultra-urgence de la relocalisation et, pour encore mieux faire, de la conversion au bio. On pensera peut-être : en voilà qui ne manquent pas d'air, encore des radicaux écolos qui n'en ratent pas une pour encore nous pomper avec leurs idéaux ! On dira aussi peut-être : quel lien, mais quel lien entre cette pandémie et l'autonomie alimentaire ?

En fait, on pensera et on dira ce que l'on voudra, comme d'habitude, car il est bien connu que les écolos sont les plus dangereux des fachos et pour la démocratie et pour notre santé à tous et pour celle de la planète (si tenté que les deux ne soient à leur tour pas liés). Et qu'ils sont notoirement hors sujet. Soit. N'empêche que non, une fois de plus. Et la question est juste : jusqu'à quand au juste va-t-on discréditer ainsi des personnes qui ont putain de raison et qui, merde de merde, ne défendent pas leur petit bout de gras minable (versus les industries pétrolières, par exemple) ?

Soyons une fois de plus très clairs : quand on évoque ici la notion de souveraineté alimentaire, elle n'a aucun lien avec le souverainisme politique tel que situé à chaque extrême de l'échiquier politique. Elle est transpartisane car elle relève du bon sens et est en cela, c'est vrai, purement et totalement politique. Car liée à ce qui devrait tous nous préoccuper et fait de nous ce que nous sommes encore : le vivant et des organismes vivants. Ensuite, pourquoi cette notion s'est plus que jamais imposée sur le devant de la scène (comme d'ailleurs l'urgente nécessité de relocaliser au maximum l'industrie pharmaceutique) ? C'est tout simplement parce que tout le monde, mais alors tout le monde, s'est pris ce qui s'appelle de méchantes frontières dans la gueule. Et je suis vulgaire car cette réalité-là est ultra-méga-giga vulgaire. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elle a mis en évidence deux réalités anti-démocratiques qui se sont insidieusement imposées au fil des récentes décennies : la mondialisation des échanges avec son lot de spécialisation en matière de telle ou telle production, d'une part, et l'illusion qu'est de fait une Europe ouverte et solidaire. Je dois dire que pour ma génération (née au début des années 70) qui a toujours grandi avec cette Europe pour cadre, Erasmus et le toutim d'une liberté de circulation croissante et pourquoi pas d'une citoyenneté européenne en germe... et même

d'ailleurs si on présentait des marques de scepticisme, on pouvait être taxé de méchant, de pas cool, d'anti-européen, eh bien pour cette génération, ce qui vient de se passer est à la fois sidérant et triste. Et bien sûr inquiétant. Et naturellement mobilisateur. C'est ce qui s'appelle une bonne grosse gifle, le sentiment amer d'une tromperie sur fond d'une mondialisation qui ne vaut pas mieux. On ne le dira jamais assez : comment se fait-il que des élites politiques si soucieuses de garder ce statut soient à ce point nulles, il n'y a pas d'autres mots, pour nous planter à ce point ? Faut-il être formatés, stupides voire malhonnêtes, pour passer à ce point à côté des besoins de base de la population ? Et on aura vu que j'emploie le terme de population et non de peuple, au moins les choses sont encore plus claires.

Cela dit, fidèle à la démarche à la fois d'ouverture transfrontalière et d'ancrage dans son territoire Rhône-alpin et désormais auvergnat, le regard LocoBio va cette fois-ci s'intéresser au vécu du corona en France mais aussi chez nos voisins immédiats : les italiens et les suisses. Au-delà des frontières existantes et malheureusement si prégnantes, la vérité est que le ressenti est le même pour la simple et bonne raison que les frontières instituées n'ont rien, mais alors rien à voir avec les besoins vitaux. De part et d'autre d'une frontière, tout le monde a besoin de manger et bien manger, et toute la question est de savoir comment traiter ce sujet central tout en intégrant le hors sujet de la frontière. Car on ne peut pas faire comme si elles n'existaient pas. D'autant plus que certains y tiennent et que nous n'appartenons pas à la même Europe quand on est français et italien face aux suisses qui ne font pas partie de l'Europe telle que construite. Que tous partagent cependant le souci de la souveraineté alimentaire est néanmoins une bonne nouvelle, la France étant en la matière à la remorque des deux autres pays sur le chapitre de la conscience d'un problème. Mais on ne peut pas dire qu'aucun des trois n'ait finalement été emporté par le mouvement global de délocalisation alimentaire et donc d'insécurisation dans la réponse à des besoins vitaux. Et là encore, la bonne nouvelle est que tout ce qui a été tricoté peut très bien être détricoté, donc agir est plus que jamais une nécessité.

Commençons ce petit tour d'horizon par l'Italie, pays européen touché en premier et au premier chef par la pandémie. Comme partout, un vent de panique a soufflé sur les risques de pénurie alimentaire et la pandémie a favorisé deux tendances dans ce domaine : un plus grand souci pour la possibilité de toujours pouvoir s'approvisionner et l'importance de la nourriture comme vecteur de convivialité. Il s'agit-là d'une caractéristique de l'Italie, mais elle a été renforcée par l'épreuve du confinement. De plus, les jeunes générations ont davantage la sensibilité pour le local et le bio. Dans un pays où le secteur agroalimentaire pèse pas moins de 16% du PIB, avec son lot de dépendance à l'import et à l'export, et où les exploitations agricoles couvrent encore 55% du territoire, avec son

lot de dépendance à son tour au secteur agroalimentaire, il est clair que les enjeux et les attentes liées au post-covid se font sentir. Toute la question est de savoir, là-bas comme ici, si passé le choc du confinement et les bonnes intentions, on saura tirer véritablement les leçons d'une dépendance excessive.

Côté suisse, la même prise de conscience existe et a été renforcée par la crise mais on peut d'autant moins mesurer l'impact possible de ce fait que, de par la structure politique même du pays (confédérale) et sa culture politique assez individualiste, des mesures globales sont de toutes façons difficiles à envisager. De plus, que ce soit au niveau des puissantes entreprises de la production et de la diffusion alimentaire ou à celui du citoyen conscient de son pouvoir à l'achat mais potentiellement versatile, le moins que l'on puisse dire est que ça tangué du coup aussi au niveau du gouvernail. On l'a encore vu il n'y a pas si longtemps avec le rejet (mais cela sert toujours à sensibiliser, à sans doute faire avancer la cause) de l'initiative sur la souveraineté alimentaire déposée par l'organisation paysanne Uniterre. Elle supposait une refonte complète de la politique fédérale en matière agricole, avec conversion accélérée au bio et diversification orientée vers la production locale. Vu de l'extérieur et avec beaucoup de sympathie, ce refus sonne à la fois comme un paradoxe et une nouvelle claque pour la « carte postale naturellement naturelle » que la Suisse –tout comme les Alpes côté français– s'efforce de vendre. Il est clair que les apparences diffèrent d'une réalité où les OGM sont aussi prégnants que les importations. Sur ce dernier point, malgré des droits de douane inévitablement critiqués par l'OMC mais tout aussi inévitablement maintenus par souci constant de protéger la production helvétique, le constat est à la hausse des importations. Toutefois, comme en Italie et en France, une marge existe et doit impérativement être actionnée en développant encore davantage l'auto-alimentation (déjà considérable par rapport à ses deux voisins : plus de 50%), le bio (déjà en progression) et les boucles locales ou circuits courts (aussi en progression).

Et alors en France, en France, quid de la situation ? Les tiraillements structurels et donc le rapport de forces pour parvenir à un changement profitable sont les mêmes. Ce qu'il y a de bien, c'est que cela signifie aussi que des luttes peuvent être communes et les sources d'inspiration aussi (cette chronique en témoigne, non?:)). S'il était permis d'en rire ou d'au moins en sourire, on a assisté en plein confinement à un appel de notre propre ministre de l'agriculture à aller donner un coup de main à nos chers agriculteurs. A croire que les crises favorisent les éclairs de lucidité dans un pays –cynique ou totalement inconscient– qui compte bien continuer à bien manger (ou bâfrer) tout en laissant ses paysans crever au sens figuré et, malheureusement, propre. Quant à l'incurie, l'inconsistance et la responsabilité écrasante des

politiques, nul n'est besoin de s'appesantir. Ou si : toujours. Car ils ne sont pas les derniers à ignorer totalement ce que c'est concrètement, de cultiver, de lutter pour produire ce que eux dégustent depuis leur bureau haut perché. Et ils ne sont pas les derniers à vanter les mérites de la qualité forcément unique du terroir français. Ah, tourisme quand tu nous tiens... et ah, quand les frontières se referment et que tu attends le chaland, là tu comprends et tu risques de comprendre ta douleur longtemps...

Longtemps, sauf si des changements structurels sont apportés. Et en la matière il y en a un qui n'est pas plus tendre que moi dans ses analyses. Il s'agit de Bertrand Valiorgue, enseignant-chercheur à Clermont-Ferrand dans un laboratoire axé sur le management durable. Dans un article récent paru dans L'Auvergne agricole, il fait un point assez remarquable sur ce qui bloque, et donc sur ce qu'il faudrait débloquer afin de sortir d'une situation bien préoccupante. Tout d'abord, il pointe la dimension internationale du problème et, partant, sa dimension européenne. Et pan, dans un des 1000 ! Je cite : « La politique agricole commune (PAC), un des piliers de la construction européenne, a justement été bâtie pour assurer la sécurité alimentaire de l'Europe. Nous sommes en crise, et on s'en rend compte que la dépendance à d'autres continents nous fragilise. Alors que la PAC constitue le premier poste de dépenses, le premier chantier à engager est celui de sa refonte autour de ses priorités initiales. Second élément, lorsque dans son premier discours, le président de la République affirme que ce serait une folie de confier à d'autres notre alimentation, il ne peut plus signer le Ceta et le Mercosur, car ces traités constituent par essence l'anti-souveraineté alimentaire de la France et de l'Europe. Nous verrons lorsque la poussière du Covid sera retombée, si la France et l'Europe vont continuer d'aller vers ces traités. Il doit y avoir une exception agricole et sortir l'agriculture des traités commerciaux sinon on ne pourra pas développer notre souveraineté alimentaire. Troisième point, il y a une forme d'irrationalité dans cet objectif de souveraineté, lorsqu'on sait que la France est le grenier de l'Europe, et qu'elle exporte bon nombre de ses produits. Enfin, quand j'entends le discours d'Emmanuel Macron sur la sécurité alimentaire, je comprends qu'il va y avoir un gros travail à faire sur le volet alimentation animale. Nous devons limiter l'achat de soja et certaines huiles venus d'Amérique du Sud. La question de l'indépendance ne peut pas se jouer à l'échelle d'un seul pays, elle se pense à l'échelle européenne à moins que les français changent de manière substantielle leurs régimes alimentaires. Cette crise est un révélateur de nos interdépendances après trente années de libéralisation de la PAC. Certaines sont plus faciles à assumer que d'autres... ». J'ajouterais pour ma part que la PAC a été créée, ne l'oublions surtout jamais, car la souveraineté alimentaire était sagement associée à la prospérité et... à la paix. Faut-il donc une bonne grosse vieille guerre pour se souvenir des évidences ? Par ailleurs, non je ne suis pas d'accord avec cette idée d' « irrationalité dans cet objectif de souveraineté ». Oui, il peut être et est malheureusement manipulé par les politiques. Mais non,

cet objectif n'est pas irrationnel. Il est non seulement souhaitable mais aussi possible de l'atteindre, du moins de sortir de l'ultra dépendance dangereuse dans laquelle nous sommes. A ce propos, il ne faut tout de même pas oublier qu'une capitale non modeste comme Paris ne tiendrait que quelques jours en cas de problème d'approvisionnement. Et dans la région, les chiffres ne sont pas terribles non plus puisque par exemple à Annecy le taux d'autonomie alimentaire n'est guère plus haut que la moyenne des 100 plus grandes aires urbaines : un maigre et effarant 2%. Bilan peu reluisant pour une ville qui comme d'autres ne manque pas de jouer la carte de la carte postale. Mais la réalité derrière celle-ci fait juste un peu pâlir. Enfin, sur ce chapitre, il est clair que l'autonomie alimentaire ne progressera que si l'on fait évoluer notre régime alimentaire. Or, tout grenier de l'Europe qu'elle soit, la France pâtit d'un manque de production en matière de protéines végétales, alternative à celles d'origine animales. Donc il va falloir s'y mettre tant au niveau de la sensibilisation pour manger autrement (sans compter l'enjeu de la cause animale) qu'à celui de proposer ces alternatives au niveau le plus local possible (le fameux périmètre des 100 km, qui devrait d'ailleurs se moquer totalement des frontières dans la mesure où nous sommes parfois plus proches de nos dits voisins dits frontaliers que de nos dits compatriotes dits de la même région administrative).

Bon, alors on a épinglé la gouvernance aux échelles mondiale et européenne, quoi d'autre ? La suite de l'article ne cesse d'être intéressante. Je cite à nouveau : « Garantir la souveraineté alimentaire cela passe par une rémunération au juste prix des agriculteurs. Nous sommes en pleine crise, la consommation alimentaire se tient à un haut niveau, et pourtant les prix ne suivent pas. Comment l'analyser-vous ? Encore une fois, sur ce volet-là, la PAC est en défaut. Au fil des années, l'objectif de la PAC a été de réduire le coût de l'alimentation, alors que l'enjeu affiché est bien d'assurer la souveraineté alimentaire certes à un coût raisonnable. On a pris de mauvaises habitudes, avec une idéologie qui s'est installée, selon laquelle il faudrait toujours se nourrir pour moins cher. C'est là, où on voit que le système est à bout de souffle. Il faudrait revaloriser le prix de l'alimentation pour mieux valoriser le travail des agriculteurs, on sait la difficulté du monde agricole à tirer du revenu, à évoluer vers de nouvelles pratiques... Cela se joue sur plusieurs années, il faudrait que toute la société comprenne qu'il ne peut plus y avoir de déflation sur le prix des matières premières agricoles. Aller vers une stabilisation du prix de l'alimentation, cela passe par une priorisation de ce budget dans les ménages. On ne peut plus partir pour 75 euros à Barcelone, et en même temps ne pas vouloir mettre le prix sur son alimentation. Est-ce que la crise du covid-19 va nous faire sortir de ce monde-là ? ». Idéologie du manger pour pas cher, rémunération schizophrène des agriculteurs, prix totalement artificiel des transports pour une non moins idéologique culture du loisirs à portée de low cost.... c'est là qu'on mesure l'étendue des dégâts et du chantier. Et l'interdépendance entre les secteurs et

les échelles, donc une action multi-leviers qui suppose un véritable et urgent changement de paradigme.

L'article se termine en évoquant deux autres catégories d'acteurs qui sont partie prenante dans le système alimentaire actuel : les distributeurs et nous, les citoyens-mangeurs (et parfois cueilleurs). « Et quid des enseignes de la grande distribution, qui à grands renforts de publicités, se disent plus que jamais aux côtés des agriculteurs, les remerciant pour le travail accompli quotidiennement... ? Les mastodontes de la grande distribution sont toujours des mastodontes, et l'agriculteur a toujours besoin d'écouler sa production. Le rapport de force n'est pas renversé, il est un peu fragilisé. Ils utilisent toujours leur puissance pour tirer les prix vers le bas. On voit par exemple apparaître des pratiques vertueuses autour de marque comme « C'est qui le patron ? » qui voit ses ventes augmenter et qui redistribue de la valeur ajoutée aux producteurs. La question que l'on doit se poser consiste à comprendre comment nous pourrions installer durablement ce type de pratiques. Qu'est-ce qu'il manque dans nos systèmes alimentaires actuels pour ancrer des pratiques de consommations rémunératrices pour les producteurs ? Et : Comment analysez-vous le développement des circuits courts dans cette crise ? Il y a plusieurs explications, d'abord parce que les consommateurs habitués des circuits courts, avec le confinement, mangent plus souvent chez eux. La demande naturelle a donc augmenté, de manière non négligeable, à l'échelle d'une famille de cinq personnes par exemple, cela change beaucoup les volumes. Les gens qui fréquentaient les marchés de plein air, se sont réorientés, au début vers les formules locavores. Enfin, de nouveaux clients sont apparus, par crainte d'aller au supermarché, ils ont préféré les circuits courts. Les premiers sont des convaincus, les seconds des opportunistes, il en restera probablement quelques-uns après la crise mais il ne faut pas s'attendre à une bascule structurelle des circuits longs vers les circuits courts. ». A travers cette fine et complète analyse, on a la confirmation que le corona ne fera pas de miracle et que le volontarisme, la droiture et une vision politique d'envergure sont plus que jamais la clef. Je terminerais, une fois n'est pas coutume, en insistant sur 3 freins qui pèsent en Rhône-Alpes : la politique actuelle du gouvernement, couplée à celle du président de la Région, qui ne vont pas dans le sens de la protection de l'agriculture paysanne et/ou biologique. Ensuite les maires qui luttent plus ou moins et avec plus ou moins (plus moins que plus) de succès contre la pression foncière. C'est dingue que des jeunes veuillent s'installer, en bio en plus car cela génère assez de valeur ajoutée pour espérer en vivre (miracle !), et ne trouvent pas de terre. Perso, ça me rend justement... dingue. Et il est clair qu'en zone frontalière comme Annecy ou plus près de la frontière suisse, cela prend des proportions assez... dingues.

En parlant de France côté tourné vers la Suisse, je voudrais

terminer cette longue chronique de reprise par un peu de recommandation locale. Et oui, une fois n'est pas coutume là non plus ! Alors à défaut de pouvoir vous recommander un maraicher en vente directe, bio, folie de folie à disons... Evian qui est juste en face de la Suisse, car tout simplement il n'y en a pas (surprenant car l'importance de la population, sa sensibilité au sujet et le niveau de revenu de certains pourraient aider), je vous incite à vous ravitailler en centre-ville, chez Terre Bio. Cela évite de trop traîner dans les nombreuses zones commerciales du coin qui ont d'ailleurs bien mordu sur les cultures et cela booste les producteurs locaux qui y trouvent des débouchés. Ils sont aussi présents sur la voisine Thonon, toujours sur les rives du Léman.

Voilà, l'idée est de poursuivre et de nourrir cette réflexion sur une meilleure gouvernance alimentaire en mettant l'accent sur cette dimension transfrontalière puisque c'est, comme on dit, l'ADN de LocoBio. J'espère que cette chronique vous aura plu et que vous pourrez à votre tour la nourrir grâce à des commentaires sur locobio@gmail.com.

Merci par avance et à bientôt !

Yolaine de LocoBio

Juin 2020